



TSUNAMI

Tel est le qualificatif employé par un directeur pour décrire l'ensemble des bouleversements qui vont impacter très rapidement la DGFIP, à commencer par le contrôle fiscal où les collègues "peuvent s'interroger sur leur avenir et peut-être penser à une reconversion professionnelle". Ce qui s'annonce, c'est un véritable plan social, sans précédent à la DGFIP, et qui conduit tout droit au démantèlement de notre administration, à la destruction des droits des agents et du service public, et à l'abaissement historique des conditions de travail et de vie de tous les fonctionnaires de la DGFIP.

La vérité est toute nue. Reste à la faire connaître aux collègues et préparer une riposte collective !

La CGT, avec Solidaires et FO, propose une journée de grève et manifestations le 09 octobre, profitons en pour mobiliser à la DGFIP.

La tendance, c'est à nous de l'inverser et nous n'avons plus le choix. Pour défendre notre modèle social, augmenter les salaires et conquérir de nouveaux droits



Il est temps de faire sonner l'alarme !

NUMERO 1 OU LIQUIDATEUR ?

La vaste entreprise de dynamitage du secteur public ne pourrait se faire sans l'activisme forcené des « numéros 1 ». La Caste de la haute Fonction Publique confond ou a bien souvent les mêmes intérêts que ceux du 1 %. En tout cas, elle en partage largement l'attitude et la mentalité : solidarité de classe sans faille, culture de l'entre-soi et un mépris variable pour la démocratie et le petit peuple. Malheureusement, elle se doit en même temps de partager un « commun républicain » avec les fonctionnaires du rang et les cadres intermédiaires. Trop dur.

Le néolibéralisme a accéléré ce phénomène en prodiguant des sur-traitements importants chez les fonctionnaires, le plus souvent sur le mode « intéressement aux résultats ». Des 15 000 à 25 000 euros par an (par mois ?) selon le nombre de postes supprimés, de services restructurés, ça peut motiver. Les A + du 1 % ont ainsi abandonné toute proximité tant salariale que de mentalité avec les fonctionnaires.

Finis la cohésion sociale interne, finis la culture « maison ». Les A + du 1 % ont adopté la philosophie néo-libérale du monde. L'intérêt général doit être calé derrière la start-up nation ou l'entreprise-France, soumise à la logique capitaliste ou marchande du monde. Le travail pour la satisfaction des besoins sociaux et de la valeur d'usage, hors de la rentabilité est à l'abandon. Mauvais pour les services publics et la Fonction publique qui sont des « communs » d'une nation portant la « res publica » pour tous et toutes. Fonctionnaires, luttons pour un « commun » acceptable pour nous les 99 %, C, B ou A !

GÉOMÉTRIE VARIABLE

Les réunions DUERP sont censées permettre de faire remonter les difficultés dans les conditions de travail d'un service. Chacun pensera ce qu'il veut de l'exercice, il a au moins le mérite d'exister. Mais encore faut-il pouvoir y assister ! Ainsi la Direction toujours à la pointe du dialogue social a-t-elle fixée l'heure de la réunion du DUERP Direction/Services de contrôle fiscal un mercredi à 15h15 ! Autant pour les collègues en temps partiel le mercredi, autant pour les collègues nazairiens qui ont un temps de transport contraignant pour venir à Nantes. Malgré l'intervention immédiate, et par écrit, de la CGT, le jour et l'heure de cette réunion ont été maintenues. Très énervant quand on sait qu'une réunion du COPIL/Contrôle fiscal qui était prévue le 11 septembre a été décalée au 20/9 en raison de l'indisponibilité de quelques personnes qui sont soit directrices-directeurs soit chefs de service. Selon que vous soyez puissants ou misérables, Directeurs/chefs de service ou agent.es...

LA LOI DU MARCHÉ

La vie du monde des sociétés de nettoyage n'est pas un long fleuve tranquille. La société ONET a perdu le marché Finances 44 et est remplacée par la société TFN. Problème, malgré un délai d'information de 30 jours, la société repreneuse semble être débordée alors que la passation de témoin est effective depuis le lundi 1^{er} octobre ! Les salariées sur Nantes se sont retrouvées presque sans matériel faute de livraison à temps (64 sites il est vrai !). Plus grave, la cacophonie a régné sur les conditions de reprise des salariées et certaines n'auraient toujours pas signé leur nouveau contrat de travail. Bref, en attendant que tout soit calé (le matériel commence à arriver depuis mardi), la rédaction d'Antidote en appelle à votre mansuétude vis-à-vis des femmes de ménage. Elles ne sont pas responsables des manquements qui pourraient se produire sur la période !

